

La paix en Irlande du Nord mise à l'épreuve

Probritanniques comme républicains nord-irlandais craignent le retour de la frontière, voire de la violence

NEWRY, BELFAST
(IRLANDE DU NORD) - envoyé spécial

Des escouades de soldats britanniques en tenue de camouflage surveillent la route hérissée de checkpoints. Ultrarépublicaine, la zone frontière de Newry (Irlande du Nord) est dangereuse pour eux. Un ballet d'hélicoptères les a déposés sur place dans une ambiance d'état de siège. «*Voilà ce dont nous ne voulons plus*, tranche Conor Patterson en appuyant sur le bouton pause d'une vidéo datant de 1989. *Une Europe fracturée et incertaine est la pire chose pour nous.*»

Vingt-huit ans plus tard, le retour de l'Irlande du Nord de sa jeunesse, violente et divisée, qu'il a fuie en 1981 est la hantise de cet économiste. Depuis 1997, le quinquagénaire est responsable du développement économique de Newry, à mi-chemin entre Dublin et Belfast, à 6 km de la frontière, côté nord. Bastion nationaliste, la ville a longtemps vécu enfermée sur elle-même, coincée par une frontière jalonnée de barbelés et de tours de guet. Aujourd'hui, des logements et des centres commerciaux ont remplacé les casernes et rien n'arrête le flot automobile sur l'autoroute qui traverse l'île du nord au sud. Mais l'invisibilité de cette frontière est désormais compromise par le Brexit, une décision britannique que les Nord-Irlandais ont rejetée à 56 %.

A Newry, un chômage à 2,5 %

En ressuscitant une ligne de démarcation quasi effacée, le divorce avec l'UE menace le fragile équilibre né des accords de paix signés en 1998, après trois décennies de guerre civile. Alors que la question écossaise focalise l'attention, l'Irlande du Nord, négligée par Londres, risque d'être «*le premier dommage collatéral du Brexit*», selon M. Patterson. «*La frontière était notre boulet*, dit-il, *elle coûtait cher aux Britanniques et nourrissait la violence. Sa disparition a été notre bénédiction. Son retour menace la paix.*»

Précisément, la paix a été construite sur l'idée de l'égalité des deux identités, irlandaise et britannique. Les tenants de la première, catholiques et républicains, vivent comme si l'île était unifiée, voyageant et échangeant

librement du nord au sud. Quant aux seconds, protestants et unionistes, ils privilégient le lien avec la Grande-Bretagne dont aucune frontière ne les sépare. Tous détiennent un passeport de l'UE.

Le Brexit, en transformant la frontière oubliée en porte d'entrée de l'UE, remet en cause cette subtile construction. Il relance la question toxique de l'identité, alors que le pays doit voter le 2 mars pour renouveler l'assemblée de Belfast dissoute fin janvier après la démission du vice-premier ministre du gouvernement régional, Martin McGuinness, figure du Sinn Féin (républicain), parti héritier de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

«*Theresa May jure qu'il n'y aura pas de retour à une "frontière dure", mais ce n'est pas la question: aujourd'hui, l'électronique peut remplacer les barbelés*», explique Dagmar Schiek, professeur de droit européen à la Queen's University de Belfast. Le casse-tête de la première ministre britannique est bien pire, selon M^{me} Schiek: soit elle rétablit une frontière ter-

« Quelle que soit la solution, une partie de la population se sentira méprisée, enfermée »

PAUL PORTER
directeur du département de langues de la Royal Academy

restre et compromet la vision unifiée des catholiques, soit elle érige une frontière maritime entre l'île irlandaise et la Grande-Bretagne, et elle blesse les convictions unionistes des protestants en préfigurant une réunification.

«*Quelle que soit la solution, une partie de la population se sentira méprisée, enfermée*», résume Paul Porter, directeur du département de langues de la Royal Academy, un lycée de Belfast. Sans parler des surcoûts, évalués à 20 % pour les échanges économi-

ques, en raison des contrôles. Et sans parler du retour des postes-frontières, qui seraient autant de «*cibles*» pour les groupuscules terroristes dissidents de l'IRA, toujours en action, selon le syndicat des policiers nord-irlandais.

A Newry, où le chômage est tombé à 2,5 % (contre 30 % du temps des troubles) grâce à l'implantation d'entreprises recrutant au nord comme au sud et aux magasins qui jouent sur le taux de change différentiel entre la livre et l'euro, cette perspective fait frémir. «*Tout retour de la frontière serait perçu comme un renforcement de la partition, encouragerait les trafics et menacerait la prospérité qui a permis la paix*», craint M. Patterson. Des patrons envisagent de se redéployer au sud pour éviter d'être coupés du marché unique européen.

Au siège du Parti unioniste démocrate (DUP, probritannique) à Belfast, sous un portrait de la reine Elizabeth, Lee Reynolds, directeur politique chargé du Brexit, balaie ces craintes: «*Personne ne veut de frontière dure.*» Il

prône «*un système de contrôle automatisé des véhicules*».

Selon le DUP, parti majoritaire qui a appelé à voter en faveur du Brexit, les nationalistes du Sinn Féin instrumentalisent la rupture avec l'UE pour propager la peur. «*Jusqu'à la victoire du Brexit au référendum, le Sinn Féin était hostile à l'UE*, rappelle M. Reynolds. *Il s'en sert à présent pour prétendre que la paix est menacée et avancer vers le rapprochement avec Dublin. Nous en avons assez de cette manipulation. Les gens ont trouvé beaucoup de motifs pour s'entretenir. Mais jamais pour l'UE!*» Bizarrement, la campagne pour les

élections du 2 mars ne porte pas sur le Brexit, au moins explicitement. Le Sinn Féin a fait tomber le gouvernement de la première ministre Arlene Foster (DUP), accusée d'avoir mis en place un hallucinant programme de subventions pour développer les énergies renouvelables. Des hangars vides ont été chauffés au bois, des élevages de poussins créés juste pour toucher des primes mirobolantes. La cible: l'électorat du DUP, souvent rural.

« Le Brexit va faire des dégâts »

Au-delà du scandale, les républicains veulent profiter du trouble créé par le Brexit chez les unionistes, dont certains ont voté contre, en dépit des consignes du DUP. «*Le Brexit va faire des dégâts. Mais il peut accélérer la prise de conscience des unionistes qui voient que les Britanniques les ignorent et que l'UE les aide*», avance John O'Dowd, porte-parole du Sinn Féin sur le Brexit, qui rappelle que l'UE «*sert de cadre à l'accord de paix*». Entre les mots, on comprend que le Sinn Féin voit dans le Brexit, qu'il condamne, un possible accélérateur de son rêve ultime: la réunification de l'île.

Colum Eastwood, le leader du Parti travailliste social-démocrate (républicain et pro-européen), ne le cache pas: «*Pour la première fois depuis 1998, les nationalistes sont amenés à reposer la question constitutionnelle.*» Autrement dit, celle du rattachement à la Couronne britannique. Signe des temps, les Irlandais du Nord se ruent sur les passeports de la République d'Irlande (auxquels ils ont le droit en vertu de l'accord de paix), pour garder le libre accès à l'UE: 70 000 ont fait la demande en 2016. M. Porter en rit presque, mais de rage: «*Après le Brexit, je serai un Européen dans un Etat non européen. Qui serai-je?*» ■

PHILIPPE BERNARD



Dans un quartier unioniste pro-Brexit de Belfast, le 6 février. CLODAGH KILCOYNE/REUTERS

« Les gens préfèrent-ils Londres ou Dublin ? »

Robert McClenaghan, ex-militant de l'IRA converti à l'UE, espère une réunification de l'île

BELFAST - envoyé spécial

Ni les bourrasques glacées de l'hiver irlandais ni ses douze années de jeunesse passées en prison de haute sécurité n'ont entamé la fougue de Robert McClenaghan. A 59 ans, l'ancien poseur de bombes de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) pratique son nouveau métier avec l'ardeur du converti à la paix.

Désormais armé de sa seule tchatche, d'une chapka fourrée et d'un blouson noir et vert frappé d'une colombe et du drapeau européen, il guide les touristes vers les innombrables fresques murales qui parsèment la partie ouest de Belfast, fief catholique. Portraits édifians des combattants républicains, alignements de portraits de victimes de l'Armée britannique, fresques à l'effigie de Che Guevara, Thomas Sankara ou Bobby Sands... Le par-

cours retrace les trente années de guerre civile qui ont pris fin avec les accords de paix de 1998. Robert McClenaghan ne se contente pas de commenter des fresques: employé par une association d'ex-prisonniers subventionnée par l'UE, il raconte aux visiteurs son «*très long voyage*» personnel depuis la lutte armée jusqu'à sa conversion à la démocratie.

L'«*ancien combattant*» l'assure aujourd'hui: «*La paix est en danger.*» Le Brexit forcé de l'Irlande du Nord, qui a voté à 56 % pour rester dans l'Union, «*jette un doute sur la démocratie et l'affaiblissement*». Non consenti, le divorce pourrait selon lui provoquer un retour de flamme. «*Des jeunes pourraient avoir envie de résister à la loi britannique et de se rebeller*, assène-t-il. *Je sais de quoi je parle: j'ai mis des années à admettre que le meilleur moyen n'était pas de tuer des gens.*»

Le retour de la frontière entre les deux parties de l'île, désormais limite extérieure de l'UE, concentre ses inquiétudes. «*Qui peut dire que l'armée et la police britanniques ne devront pas revenir pour sécuriser la frontière?*» Or le processus de paix a démarré grâce à la simultanéité du retrait des soldats britanniques d'Irlande du Nord et du renoncement des républicains à la lutte armée. Le Brexit pourrait remettre en cause cet équilibre.

« Pas confiance »

En outre, pour l'ancien militant, seule l'Union européenne est à même de se porter garante de l'honnêteté des procédures judiciaires dans un pays où la vérité sur certains assassinats et autres morts violentes reste à établir. «*Le Brexit est un mauvais coup porté à la justice et à la vérité. Nous ne faisons pas confiance au sys-*

tème judiciaire britannique, mais seulement à la Cour européenne des droits de l'homme et à la Cour de justice de l'UE», lance le guide, en montrant, sur une fresque de Falls Road, le portrait de son grand-père, mort en 1971 dans un pub, lors d'un attentat dont les deux camps se sont rejétés la responsabilité.

A l'entendre, le référendum sur le Brexit a néanmoins une vertu: avoir rassemblé des catholiques et des protestants en faveur du maintien dans l'UE, notamment des agriculteurs protestants désireux de garder les subventions de Bruxelles. Sans parler du combat de sa vie: la réunification de l'île, que le Brexit pourrait accélérer. Désormais, la question est claire, assure le terroriste à la retraite: «*Les gens préfèrent-ils dépendre de Londres qui a choisi le Brexit, ou de Dublin qui est dans l'UE?*» ■

PH.B.

